



# COP 21

## Un accord pour sauver les négociations

C'est une fois de plus une souris dont vient d'accoucher la COP : l'accord protège les intérêts nationaux plutôt que de tenter de préserver la planète et ses habitants. Pourtant, il y a deux semaines, les chefs d'État avaient affiché de grandes ambitions.

Le compromis à minima qui sort aujourd'hui, au lendemain de la clôture officielle, n'est en rien satisfaisant, si l'on excepte la signature des 195 États-Parties et la réintroduction des droits humains dans le préambule de l'accord. En effet, le texte est écrit pour partie au conditionnel, avec des auxiliaires de conjugaison qui en réduisent la portée. En plus, même si l'ambition post 2020 est affichée à 1,5°C, cet objectif n'est assorti d'aucun mécanisme politique ou technique permettant d'y parvenir. Les financements ne sont plus sécurisés

et l'abondement du fonds vert a même été sorti de l'accord. Dans le même ordre d'idée, le mécanisme de révision des engagements nationaux ne permettra pas de contraindre un État à relever son niveau d'engagement s'il ne le souhaite pas. Or, l'addition des contributions actuelles conduit à un réchauffement planétaire de 3°C, bien trop loin de l'ambition affichée !

La CGT estime que, une fois encore, les États ont tout fait pour sauver le processus multilatéral, au détriment du climat, des femmes et des hommes, comme cela avait été le cas à Durban ou Doha. Plus que jamais, les vraies solutions sont entre les mains des citoyennes et des travailleurs-euses qui doivent se mobiliser pour pousser les gouvernements à en tenir compte.

communiqué

**Confédération Générale du Travail**

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 12 décembre 2015 - Ne pas jeter sur la voie publique - [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)